

# La Lettre du

# CEFAN

Trimestriel bilingue publié par le Cefan avec le soutien de FSCE3 - Octobre 2017

## Partenariat Cefan - Plan International Cameroun

# Les projets "Avenir" et plan for girls (P4G) portent des fruits escomptés

- Le 24 Août 2017 s'est tenu à l'hôtel Djeuga Palace l'atelier portant sur le Projet « Plan for Girls (P4G) » organisé par Plan International. Il s'est articulé autour des exposées thématiques, travaux de groupe et échanges.

P. 6



## 23ème édition de la Journée mondiale des Enseignants

# Le Cefan et ses syndicats célèbrent l'enseignant

P. 11

Séminaire de renforcement des capacités des Osc et Ong

## L'apothéose à Yaoundé II

Dans le cadre de la réalisation du projet dénommé *Autonomisation des plus Vulnérables par l'Éducation Inclusive et la Réinsertion dans l'Arrondissement de Yaoundé II (AVENIR)* notamment le volet plaidoyer, le CEFAN envisage de mobiliser des OSC et ONG locales de Yaoundé II pour mieux mener ledit plaidoyer.

P. 6

Programme Fonds de la société civile pour l'éducation phase 3 (FSCE3)

## Le Cefan réalise une belle performance



P. 8

Education

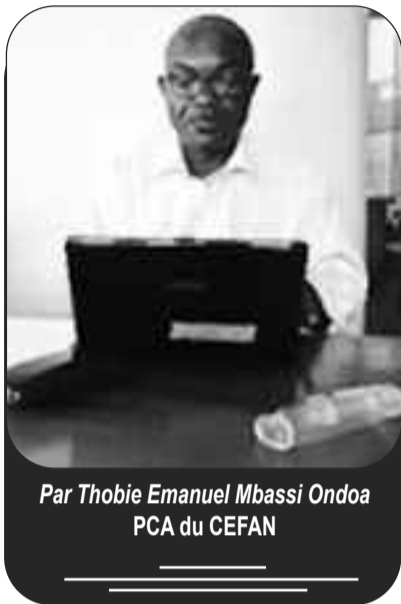
## Syndicats, Ong et médias nouent un lien indéfectible à Bafoussam

C'est au cours d'un atelier riche de renforcement des capacités techniques de la coalition CEFAN pour la Région de l'ouest, sur la collaboration entre ONGs, Syndicats et Médias pour un plaidoyer commun en faveur de l'éducation que l'exploit a été édité.

P. 3

# CEFAN newsletter : l'info continue

## EDITORIAL



Par Thobie Emanuel Mbassi Ondoa  
PCA du CEFAN

Chers lecteurs (trices), notre première édition en version tabloïde a sans doute connu une réussite remarquable, avec sa pluralité d'intervenants permettant un contenu immensément riche, une mise en page artistique attrayante ainsi que ses illustrations engageantes. Nous espérons dans ce sens que vous y aviez trouvé un intérêt distinctif. Certes, le fonctionnement de votre journal ce dernier trimestre n'a pas été un long fleuve tranquille, parce que parsemé d'innombrables embûches se rapportant à la collecte et au traitement des informations, une gêne constante et consubstantielle à tout organe de presse thématique, car, la denrée informationnelle est fondamentalement amenuisée et bien plus complexe dans le domaine qui est le nôtre. Néanmoins, non sans lésiner sur nos modiques moyens, nous nous attelons un peu plus, chaque jour à trouver des informations aguichantes ou suscep-

bles de booster votre développement personnel et partant, le système éducatif camerounais en essayant de susciter une adhésion massive et une implication agissante des parties prenantes dans la résolution des difficultés que connaissent les éducateurs, les professionnels de l'éducation, les pouvoirs publics, les organisations privées du secteur de l'éducation, les ONGs et les OSC (organisation de la société civile), les parents et les élèves chacun dans son couloir respectif.

Vous trouverez donc dans ce numéro, un menu suffisamment achalandé, des explications des spécialistes, des interviews et témoignages des acteurs et actants de l'éducation sur des sujets aussi variés que divers. Succinctement, vous y découvrirez des informations liées au déploiement du CEFAN ces trois derniers mois, bien plus en ce qui concerne le partenariat solide CEFAN-Plan International Cameroun sur la mise en œuvre des projets d'éducation au Cameroun, le cas des projets « AVENIR »

et « plan for girls (P4G) ».

Des interviews accordées aux spécialistes en rapport avec des sujets épineux tels l'éducation en situation d'urgence, l'éducation de qualité, l'éducation inclusive, l'éducation de la jeune fille, la revue à mi-parcours du projet FSCE 3 au Cameroun, et bien d'autres. L'atelier sur l'autonomisation des plus vulnérables par l'éducation inclusive et réinsertion dans l'arrondissement de Yaoundé II vous livre aussi ses petits secrets. Bref, plusieurs surprises vous y attendent.

Chers lecteurs (trices) voilà un tant soit peu le fortuné menu de votre tribune préférée. Vous serez d'autant plus surpris par notre surprenante innovation sur l'étalonnage de la maquette, l'agencement des colonnes, le scream des images calqué sur le modèle de « James Stovel », avec des réserves bariolées. Nous vous invitons à lire et à faire votre journal "la lettre du CEFAN". Bonne lecture !

## Groupes thématiques au CEFAN

# La réflexion a commencé

Dans la vision du CEFAN, un groupe thématique est un ensemble de personnes issues des organisations membres de la coalition, travaillant collectivement autour d'un centre d'intérêt dans le but de promouvoir son efficacité, l'impact de ses activités ainsi que sa durabilité.

Par Mbassi Ondoua Thobie Emmanuel

Voilà pourquoi le Règlement Intérieur du CEFAN dans son article 6 dit qu'il est une « cellule de réflexion chargée d'étudier les problèmes de la coalition, d'en proposer les solutions appropriées ainsi que les actions à mener dans leur domaine de compétence. » Il consiste donc à mutualiser les regards, les approches et les solutions sur une question donnée. On sait très bien que plusieurs intelligences valent mieux qu'une seule dans la recherche d'une solution. Dans cette perspective, nul ne peut douter de la nécessité de telles structures et l'urgence qu'il y a à les mettre en place. Bien que prévus par les Statuts du CEFAN, depuis 2012, les groupes thématiques n'avaient toujours pas été mis en place faute d'une réflexion préalable appropriée sur le sujet. L'ab-



Séance de réflexion

sence de réponses, ou de réponses appropriées face à certains événements survenus dans le monde de l'éducation a fait prendre conscience de l'urgence à passer à l'action. L'atelier du 22 au 23 septembre 2017 est venu combler cette lacune. Pendant deux jours, trente participants issus des organisations membres du CEFAN ont réfléchi sur la structuration des groupes thématiques. Mais, pour les préparer à mener

à bien cette réflexion, trois exposés leur ont été proposés : le premier portait sur le Document de Stratégie du secteur de l'Éducation et de la Formation (DSSEF), le second sur l'ODD4 et le plan d'action 2030 et le troisième sur le groupe thématique. Le premier visait à renseigner les participants sur le plan d'action du gouvernement en matière d'éducation et de formation ; le second à les informer sur les objectifs et la stratégie de la communauté internationale en matière d'éducation et le troisième à asseoir une compréhension commune du groupe thématique. Bien qu'apparemment éloignés du sujet, les deux premières communications étaient intimement liées à la

troisième. En effet, si les thématiques résument les préoccupations de l'éducation, il apparaît tout à fait normal de consulter les documents nationaux et internationaux qui définissent lesdites préoccupations. Les deux premières communications dans cette logique ravitailleraient donc la réflexion sur la constitution des groupes thématiques. Armés de renseignements fournis par les communications, les participants ont constitué trois groupes de travail pour déterminer le nombre de groupes thématiques à mettre sur pied, leur mode de fonctionnement et le nombre de membres que doit comporter chacun d'eux. Après la restitution suivie des débats, il a été retenu huit (08) groupes thématiques suivants : 1- Qualité de l'éducation ; 2- Education pour le développement durable ; 3- Education inclusive, Genre et

petite enfance ; 4- Education en Situations d'urgence (ESU) ; 5- Condition des enseignants ; 6- Alphabétisation et éducation non formelle ; 7- Gouvernance et plaidoyer 8- Financement de l'éducation. Les modalités de fonctionnement et la structuration ont également été arrêtées. Le rendez-vous a été pris pour une deuxième rencontre pour finaliser le travail. D'ici là, les participants ne seront pas de tout repos. Le **Syndicat National Autonome de l'Enseignement et de la Formation (SNAEF)** qui coordonnait cette activité va consolider les documents. Puis les enverra pour appréciation. Par ailleurs, Chaque organisation membre du CEFAN, représentée à cet atelier proposera les noms des membres afin de faciliter l'animation des groupes thématiques en expertise.



**La Lettre du CEFAN**  
La Lettre d'information  
trimestrielle publiée par le CEFAN  
avec le soutien du FSCE3  
N° 001 du 25 Août 2017

**Directeur de Publication**  
Thobie Emanuel MBASSI ONDOA  
Tél : 699 53 89 15 / 670 91 50 44

**Rédacteur en chef**  
Josué BALOMA  
Tél : 656 85 37 09

**Conseillers à la Rédaction**  
Olivier TANKEU  
Saturnin OHOUA

**Rédaction centrale**  
Pharel ATEBA  
Eustache ESSOUMA  
Joséphine ASSOA  
Marguerite Marie NKOUDOU  
Pascal MODO BELIBI  
Julienne NJOUOGO KAMNO  
Constantin ESSONO

**Conseil éditorial**  
Eustache ESSOUMA  
Pharel ATEBA

**Infographie**  
Koline Graphic  
690 24 36 37 / 675 71 12 97

**Marketing et Distribution**  
Action Sociale

**Imprimerie**  
JV-Graf  
694 06 11 25

Groupes thématiques au CEFAN

« Une redynamisation de son membership et de ses actions conformément aux ODD4 »



Les groupes thématiques vont permettre au CEFAN de mieux organiser son travail en fonction des thèmes qui sont liés à ses finalités dans le but de leur permettre de mener un plaidoyer efficace pour une éducation de qualité pour tous. Il s'agit donc pour les membres du CEFAN qui sont des organisations (Associations, syndicats, structures étatiques, ONG...) de travailler autour de ces centres d'intérêts pour promouvoir l'efficacité du CEFAN, l'impact de ses activités et ainsi que sa durabilité.

Pour que ces groupes thématiques aient une portée, il faudrait qu'ils collent au quatrième objectif de développement durable (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie), mais aussi qu'ils répondent aux nouvelles problématiques de conflits et de catastrophes que nous connaissons dans l'éducation. C'est la raison pour laquelle, nous avons organisé le travail autour de huit(08) groupes thématiques que sont : la qualité de l'éducation ; l'éducation pour le développement durable ; l'éducation inclusive, Genre et petite enfance ; l'éducation en situation d'urgence ; la condition des enseignants ; l'alphabétisation et l'éducation non formelle ; la gouvernance et le plaidoyer et le financement de l'éducation. Tout ceci dans le but d'accroître l'efficacité du CEFAN. Je pense que bien organisés et fonctionnels ces groupes thématiques peuvent vraiment permettre au CEFAN d'atteindre les résultats escomptés. Pour rendre ces groupes thématiques opérationnels, nous avons organisé un atelier le 22 et 23 septembre 2017 pour qu'ensemble, nous comprenions les différentes problématiques, mais que nous prenions l'engagement par rapport au travail que nous aurions-nous même formulé de manière consensuelle. Nous pensons que cette participation inclusive est de nature à permettre que le travail soit assurée par les uns et les autres qui ont pris l'engagement.

Phouet Foé Maurice Angélo  
SG du SNAEF  
(Syndicat National Autonome  
de l'Enseignement  
et de la Formation)

## Education

# Syndicats, ONGs et médias nouent un lien indéfectible à Bafoussam

C'est au cours d'un atelier riche de renforcement des capacités techniques de la coalition CEFAN pour la Région de l'ouest, sur la collaboration entre ONGs, Syndicats et Médias pour un plaidoyer commun en faveur de l'éducation que l'exploit a été édité.

Par Roger Kaffo Fokou

Les 21, 22 et 23 août 2017 s'est tenu à Bafoussam, dans la salle de conférence de Mako Palace Hôtel, un atelier de renforcement des capacités techniques de la coalition CEFAN pour la Région de l'ouest, sur la collaboration entre ONGs, Syndicats et Médias pour un plaidoyer commun en faveur de l'éducation. Les participants à cet atelier étaient les membres des Syndicats (SNAES, CATTU, TAC, ONEEPS, SNIEB), des ONGs (Zenü Network, CIPCRE, AI-KAPRODHOMP) et des Médias (STV2, Le Messenger, Radio Batcham et DBS).

Les activités ont porté les deux premiers jours sur une série de communications suivies de débats et contributions autour des thèmes : l'ODD-4 dans les objectifs de développement durables par M. Mbassi Thobie Emmanuel ; l'état des lieux de l'ODD-4 au Cameroun par M. Roger Kaffo Fokou ; Comment travailler efficacement avec les médias par Dr Alexandre T. Djimeli ; le réseautage efficace par M. Roger Kaffo Fokou et enfin les conditions, les outils et les tech-



Un panel attentif

niques du plaidoyer par M. Tognia Ngatchoua Landry.

La communication inaugurale sur l'ODD-4 a souligné la prise de conscience progressive de la communauté internationale sur le fait que l'éducation est l'un des leviers les plus importants de développement. Malheureusement, comme a permis de le constater la deuxième communication, l'état de mise en œuvre de l'ODD-4 par le Cameroun n'est pas satisfaisant si l'on fait appel à des aspects tels que : - le taux de scolarisation élevé uniquement au primaire mais jonché de disparités ;

- la qualité de l'enseignement avec des évaluations internes et internationales assez médiocres (formation/recyclage/manuel scolaire) ;

- et le financement démagogique de l'éducation.

Afin de garantir une collaboration dynamique avec les médias, Alexandre Djimeli a conseillé aux syndicats d'être des sources d'informations fiables et qui collent à l'actualité. Le quatrième exposé a exploré l'importance et la dynamique des réseaux pour montrer comment le networking/coworking est à la base du succès de tous

types d'entrepreneuriat aujourd'hui. Il a invité les participants à s'organiser en conséquence. Le dernier exposé a montré en quoi le plaidoyer apparaît aujourd'hui comme un véritable outil de gestion optimale des ressources, d'harmonisation du travail et de minimisation des risques afin que le tableau causes-solutions/partenaires-adversaires/opportunités-menaces/résultats-activités soit identifié et les objectifs fixés fidèles au modèle « SMART » (spécifiques, mesurables, acceptables, réalistes et limités dans le temps).

Le troisième jour consacré aux travaux en ateliers sous la supervision de M. TAMO Michel a permis d'élaborer un projet de plaidoyer commun syndicats, ONGs et Médias pour la Région de l'Ouest du Cameroun.

L'atelier s'est clôturé sur la promesse du CEFAN de tout faire pour appuyer les activités du réseau en construction à l'Ouest, et des participants à tout faire pour mettre en œuvre le plan de plaidoyer commun en faveur de l'éducation élaboré au cours de l'atelier.

## Déclaration d'un expert :

"Une éducation de qualité doit prendre en compte l'ensemble de ses facteurs..."

Par Roger Kaffo Fokou

C'est quoi l'éducation de qualité ?

L'éducation de qualité n'est pas un concept nouveau. Depuis Dakar 2000, il est admis que l'accès à l'éducation ne sert pas beaucoup s'il ne s'agit pas d'une éducation de qualité. Il peut même s'apparenter à un gaspillage de ressources publiques et privées. Pour l'Unicef, il faut mettre ensemble 5 critères pour parler d'une éducation de qualité : le vécu des élèves, l'environnement d'éducation, les contenus d'éducation (curricula), les processus et les résultats. A quelle distance l'enfant se trouve-t-il de l'école ? Dans quel environnement ? A quoi leur école ressemble-t-elle ? A-t-il ses manuels scolaires et quelle est la qualité de ceux-ci ? Ses enseignants sont-ils qualifiés ? Motivés ? Combien d'enfants achèvent-ils chaque cycle ? Quel bagage (savoirs, savoir-faire, savoir-être) emportent-ils à la sortie de l'école et quelle insertion socioprofessionnelle ce bagage leur assure-t-il ? Pour être de qualité, une éducation doit prendre en compte l'ensemble de ces facteurs, et donner à ces

questions, pas forcément la meilleure réponse possible, mais la plus acceptable au regard des ambitions collectives et individuelles de chaque société.

Quel lien faites-vous entre plaidoyer et éducation ?

Le plaidoyer est un outil d'action qui permet, dans un contexte donné, de résoudre des problèmes difficiles sans recourir aux moyens violents. Il permet de mettre un problème à l'ordre du jour, d'offrir une solution à ce problème et mettre en place un soutien pour agir, tant au niveau du problème que de la solution. Il n'est donc pas en lien direct avec l'éducation. Lier plaidoyer et éducation, c'est établir le fait que l'éducation est en difficulté, en grande difficulté même dans une société donnée, et que la résolution de ces difficultés ne figure pas en bonne place sur l'agenda des acteurs qui détiennent les clés de cette résolution. C'est aussi établir l'existence d'une volonté affirmée de recourir aux solutions douces plutôt qu'à celles musclées telles les grèves, les manifestations de tous

genres. Dans notre société aujourd'hui, l'état de la qualité de l'éducation est si déplorable que la volonté de l'améliorer par les voies du plaidoyer, si elle n'est pas entendue par les gouvernants, cèdera tôt ou tard place à la nécessité de recourir à des méthodes plus vigoureuses. La situation en zone anglophone depuis un an nous invite à ne pas ouvrir la voie à une telle perspective. Trop de fronts sont déjà ouverts au Cameroun.

Quel impact le plaidoyer des ONGs, syndicats et les médias peut avoir sur l'éducation de qualité au Cameroun ?

Cela dépendra d'un certain nombre de paramètres : le professionnalisme de chacune de ces entités, leur force de frappe individuelle, leur volonté de travailler ensemble à faire progresser une cause à condition qu'elles la considèrent comme centrale et urgente. Ces derniers temps, les médias ont haussé de plusieurs tons le degré de leur conscience par rapport à l'urgence éducative, et cela est bien. Les syndicats ont aussi compris l'intérêt qu'il y a pour eux à uni-



fier leurs actions. Les plateformes comme le CEFAN qui travaillent à fédérer toutes ces énergies contribuent beaucoup à bâtir des synergies sans lesquelles en contexte de faiblesse individuelle et de dispersion les chances de faire avancer un agenda quel qu'il soit sont minces. Il s'agit d'un processus de construction qui est à l'œuvre, a du chemin devant soi, et doit donc prendre en compte le facteur temps, pour peu que la centralité des enjeux soit bien intégrée dans la vision. Le cas échéant, le plaidoyer des ONG, Syndicats et les médias aura tôt ou tard raison de l'inertie établi, ou préparera la voie à d'autres modes de gestion des conflits, qui ne plairont pas forcément à tous ni ne feront forcément l'affaire de tous.

## Education en situation d'urgence

# "Il faut des mesures spéciales pour que la qualité de l'éducation ne se dégrade pas..."

Par Julienne Njouogo Kamno

**Qu'est-ce que l'éducation en situation d'urgence ?**

On parle d'éducation en situation d'urgence chaque fois que nous sommes en situation de conflit ou de catastrophe et dans les situations où l'éducation ne se dispense plus dans les conditions normales. Donc la situation n'étant pas normale, il faut également des mesures spéciales pour que justement la qualité de l'éducation ne se dégrade pas. Voilà justement tous les défis de l'éducation d'urgence.

**Est-ce que les programmes d'enseignements sont les mêmes en situation d'éducation d'urgence qu'en situation normale ?**

Le défi c'est que ces enfants qui ne sont pas dans une situation de paix reçoivent également une éducation de qualité dans les mêmes conditions que ceux qui ne sont pas dans une situation de conflit. Ça veut dire que ce sont les élèves qui suivent les mêmes programmes que les autres parce qu'ils doivent également faire un examen et solliciter un emploi à la fin de leur cursus. Donc tout doit être fait pour qu'ils



**Qu'est-ce que le CEFAN fait en faveur de l'éducation en situation d'urgence ?**

Dans un premier temps, nous avons un membre du CEFAN (Public Concern) qui est bien impliqué dans le soutien des réfugiés en matière de nutrition. Il travaille avec le P.A.M et la structure de l'Onu qui s'occupe des réfugiés. En second temps, le rôle du CEFAN c'est de faire les plaidoyers pour que tous les camerounais en âge d'aller à l'école aillent à l'école et reçoivent une éducation de qualité. Et par rapport à ce rôle-là, nous devons nous assurer que les enfants quelques soient les conditions dans lesquels, ils se trouvent, reçoivent une éducation de qualité. C'est justement pour cela que depuis 2014, nous avons commis une première étude à l'Est Cameroun pour vérifier s'il y a la prise en compte du genre dans l'éducation reçue par les enfants dans les camps de réfugiés. De même cette année, une étude a été menée dans l'Extrême-Nord pour évaluer si toutes les recommanda-

tions émises lors de la première étude ont été prises en compte afin d'améliorer la qualité de l'éducation dans les camps des réfugiés.

**Est-ce que ces plaidoyers ont boosté un changement quelconque ?**

Oui ! Les recommandations de la première étude faite en 2014 et présentée en 2015 au Ministère de l'Éducation de Base lors du forum de solidarité avec les populations de l'Est et l'Extrême-Nord que nous avons organisé, ont été prises en compte. La preuve c'est que, lors de la revue à mi-parcours du Document de Stratégie du Secteur de l'Éducation et de la Formation (DSSEF), il y a eu tout un point sur l'éducation en situation d'urgence. Dans le document de 2013, ce point n'a pas été développé. C'est donc ce qui a fait que lorsque les réfugiés sont entrés au Cameroun, le document de stratégie n'ayant rien prévu, la réponse du gouvernement n'a pas été celle qu'on attendait.

**Pouvez-vous nous donner votre analyse ou point de vue sur l'impact qu'a la crise anglophone sur l'éducation ?**

L'éducation paie généralement le plus

lourd tribut. Depuis l'année passée dans la zone anglophone, c'est l'école morte. Pendant que les autres secteurs fonctionnaient, c'est le seul secteur qui était à l'arrêt. Dans ces conditions, les enfants qui doivent recevoir une éducation de qualité dans les écoles ont passé pratiquement deux trimestres sans aller à l'école. Et donc qu'on le veuille ou non, c'est une année blanche parce que beaucoup n'ont pas pu composer. Ceux qui se sont aventurés à aller le faire n'ont pas été reçus aux examens pour la plus part. Et ça ne va pas encore comme on voudrait que ça aille et donc, c'est l'éducation qui continue à prendre un coup. C'est dangereux parce que : ce n'est pas seulement un problème des élèves et des parents. Les élèves qui ne vont pas à l'école, les parents qui voient leurs enfants qui ne vont à l'école, mais ce sera un problème pour tout le Cameroun à long terme. Le Président Mandela avait dit : « qu'une école qu'on ouvre est une prison qu'on ferme. » Ces enfants-là qui ne vont pas à l'école et qu'on a habitués à la violence et puisque nous sommes tous dans un même pays, nous allons tous subir ces répercussions plus tard.

## Zoom sur le CEFAN et ses activités dans le Projet FSCE 3

### L'éclairage d'Olivier Tankeu, Chargé des programmes du CEFAN

# "Le CEFAN, c'est la Coalition camerounaise d'une soixantaine des OSC de l'éducation implantées dans les 10 Régions du Cameroun"

Par Pascal Modo Bélibi

**C'est quoi le FSCE ?**

Le Fonds de la Société Civile pour l'Éducation (FSCE) est un programme mondial unique et ambitieux qui soutient l'engagement citoyen dans la politique, la planification, la budgétisation et le suivi du secteur éducatif. Au niveau mondial, Il est géré par la Campagne Mondiale pour l'Éducation (CME). Au niveau africain, le gestionnaire technique est ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All) et le gestionnaire financier est Oxfam-IBIS Ghana. C'est un Programme qui repose sur une vision commune selon laquelle la participation informée et diversifiée de la société civile à l'échelon local est cruciale pour atteindre les objectifs d'éducation nationaux et internationaux. Si les gouvernements sont responsables de garantir le droit à une éducation gratuite, inclusive et de qualité à tous leurs citoyens, la société civile a un rôle crucial à jouer en rassemblant diverses voix dans des plateformes communes pour tenir les gouvernements et les donateurs responsables de leurs engagements, et pour s'assurer de la pertinence et de l'équité des plans, des programmes et des budgets du secteur de l'éducation.

**Quel sont les objectifs du FSCE ?**

Le programme vise trois objectifs :  
- Soutenir la représentation efficace de la société civile et son engagement dans le dialogue politique du secteur éducatif ;  
- Soutenir une sensibilisation active du public et l'engagement des citoyens dans la production et l'utilisation d'études et de faits probants en matière de qualité, d'équité, de financement et de réforme du système éducatif.  
- S'assurer que les processus mondiaux et régionaux relatifs au Partenariat Mondiale de l'Éducation (PME) et à l'Objectif 4 de Développement Durable (ODD4) puisse informer plus efficace-



ment la société civile locale et nationale et soient également mieux éclairés par celle-ci.

**Quelle est la relation entre le FSCE et le CEFAN ?**

Le FSCE fournit des subventions financières et des appuis techniques aux coalitions nationales de la société civile pour l'éducation représentatives et démocratiques ; dont la coalition du Cameroun qui est portée par le CEFAN (Cameroun Education For All Network).

**Quelle est l'aperçue générale du CEFAN ?**

Le CEFAN est le réseau camerounais des Organisations de la Société Civile (OSC) de l'éducation qui a été mis en place en octobre 2005. C'est une coalition d'une soixantaine des OSC implantées dans les dix (10) Régions du Cameroun. Il réunit en son sein des Organisations Non Gouvernementales (ONG) de divers ordres, des syndicats et des organisations internationales. Le CEFAN s'est dédié au suivi des politiques publiques dans le secteur de l'éducation par le plaidoyer, basé sur des évidences.

**Quels sont les Partenaires du CEFAN dans le cadre du programme FSCE ?**

Au plan mondial, le CEFAN est mem-

bre de la Campagne Mondiale pour l'Éducation (CME) et de la Consultation Collective des ONG sur l'Éducation Pour Tous (CCONG/EPT). Sur le plan africain, le CEFAN est membre de la plateforme régionale appelée Africa Network Campaign on Education For All (ANCEFA). OXFAM-IBIS Ghana est le gestionnaire financier du programme en Afrique.

**Quelles sont les activités du CEFAN dans le cadre du projet FSCE 3 ?**

Le CEFAN mène plusieurs activités regroupées en trois (03) cibles programmatiques comme suit :

**Cible 1 : Renforcer l'inclusion, le fonctionnement et l'appropriation démocratiques de la Coalition ainsi que son efficacité d'action**

Il s'agit essentiellement de la tenue des réunions statutaires (Assemblée Générale et Conseil d'Administration) et de l'organisation des ateliers de renforcement de capacités des membres et du fonctionnement de la coalition (mise en place et conduite des groupes thématique, fonctionnement des coalitions régionales).

**Cible 2 : Mobiliser, informer, interpeller et sensibiliser en faveur d'une éducation permanente et de qualité pour tous**

Il s'agit entre autres de :  
l'organisation de la semaine mondiale de l'éducation ;  
l'organisation de la journée de l'enfant africain ;  
Le suivi de la mise en œuvre de l'ODD4 et des objectifs de l'EPT au Cameroun,  
La production de la lettre du CEFAN (Newsletter) qui est un des outils de plaidoyer et communication,  
l'organisation des ateliers de renforcement de capacités et de plaidoyer ;  
l'organisation du forum solidarité éducation qui rassemble tous les acteurs de l'éducation,  
Etc ;

**Cible 3 : Participation plus effective de la Coalition dans le dialogue politique sur l'éducation, aux niveaux : national, sous régional, et régional**

Il s'agit de :

- la Participation de la coalition aux activités et processus du GPLE (Groupe de Partenaires Local pour l'Éducation),
- la tenue des rencontres avec les pouvoirs publics (point focal de l'Éducation en Situation d'Urgence, point focal scolarisation de la fille, et les parlementaires).
- la participation de la coalition aux rencontres nationales et internationales sur l'éducation

A partir de 2018, le CEFAN se projette d'ajouter une quatrième cible programmatique mettant un accent sur la pérennisation des actions du FSCE au Cameroun et la portée de l'éducation à l'horizon 2030 conformément à l'ODD4.

**Quels sont les autres partenaires du CEFAN hors FSCE ?**

Ils sont nombreux :

Plan International Cameroun avec qui le CEFAN met en œuvre le projet AVENIR (Autonomisation des plus Vulnérables par l'Éducation Inclusif et la réinsertion dans l'arrondissement de Yaoundé 2) et élabore le projet « plan for girls (P4G) »  
L'UNICEF à qui le CEFAN apporte sa contribution dans la réalisation de certaines études sur l'éducation comme l'étude sur « les enfants et adolescents en dehors de l'école au Cameroun »  
L'UNESCO à travers sa participation aux différentes rencontres sur l'éducation comme la rencontre sous régionale de consultation des pays d'Afrique Centrale sur l'ODD4.  
Etc.

**En date du 21 septembre 2017, Le CEFAN a organisé un atelier sur « la revue à mi-parcours du projet FSCE 3 au Cameroun » ; de quoi s'agit-il concrètement ?**

Il faut noter que depuis 2009, le CEFAN est partie prenante du projet de Fonds de la Société Civile de l'Éducation (FSCE). Nous avons obtenu la signature d'un contrat de financement par l'Agence Régionale de financement et le Secrétariat Régional pour la mise en œuvre du projet FSCE 3 au Cameroun pour la période 2016-2018. Ce projet triennal 2016-2018 est arrivé logiquement à mi-chemin en 2017. D'où la nécessité de passer en revue la trajectoire parcourue. Globalement, il était question pour le CEFAN et ses partenaires de marquer un temps d'arrêt et de réflexion afin d'examiner le chemin parcouru jusqu'ici dans le but de s'armer d'outils et de moyens pour une meilleure mise en œuvre de la suite du projet. Spécifiquement, il s'agissait d'une autoévaluation à mi-parcours qui visait à : Identifier les succès ou forces, les échecs ou faiblesses, les potentialités et les obstacles de la mise en œuvre du projet à travers les résultats atteints des trois cibles programmatique du projet et le fonctionnement institutionnel du CEFAN (Ressources humaines ; logistiques ; membership, partenaires, etc.) d'août 2016 à septembre 2017 ; Partir du référentiel de départ (2016) pour évaluer les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité (pérennisation) et l'impact des activités réalisées et /ou en cours de réalisation 2016 à 2017 afin de réorienter éventuellement le processus pour 2018 ; Identifier les points forts et les points faibles de la nouvelle approche de mise en œuvre des activités via les prestataires membres du CEFAN ; Produire un rapport de revue à mi-parcours du projet CSEF assorti des recommandations visant à atteindre les résultats escomptés d'ici 2018 et communiqués à toutes les parties prenantes du projet.

# The impact of the Anglophone crisis on education in Nw & Sw regions Cameroon and the prospects for the education 2030 targets

**Shey Benjamin SERKFEM**, *Teacher, Environment & Development Education Expert & Civil Society Organisation Leader*

By Shey Benjamin SERKFEM

## Tell us about the current situation of Education in the Anglophone Zones of Cameroon

Education in the Anglophone Regions of the SW and NW in Cameroon, has broken down and is on a standstill or regression depending on the observer, because it is caught up in a crisis with protagonists and victims that cut across the whole of Society in the SW & NW in particular and all of Cameroon at large. The peace, unity and responsibilities of various persons today stand on shaky grounds. It is a complicated and complex crisis which your question even demonstrates by referring to 'anglophone zones.' What are Anglophone zones in Cameroon? The historic Southern Cameroons, West Cameroon or NW & SW Provinces and now NW & SW Regions? The places of Anglophone dominance or congregation at local scale like Anglophone quarters or communities across Cameroon like Bonaberi in Douala, BiyemAssi area in Yaounde or dominant Anglophone bilingual schools in Francophone Cameroon? Or the whole of Cameroon because constitutionally every inch of Cameroon since after Reunification in 1961 is equally an Anglophone and a Francophone Zone ... a bilingual zone as the constitution stipulates with English as the first language and French the second (alphabetically)?

Schooling in the NW & SW Regions has become problematic beyond normalcy. The best source of information on the situation in the schools are the Regional Delegations of Secondary Education and Basic Education that are receiving regular statistical information from the Principals and Inspectors, but the general state is that of poor attendance in some urban schools, non-attendance or absenteeism in others and timid or no attendance in some rural areas.

The social atmosphere is characterized by fear, insecurity, clashes between different camps and debates in all social circles about the crisis.

## Is the local population conscious of the importance of education for the future citizens of this country?

Of course the local population that



Chief Executive of  
PEOPLE EARHWISE (PEW)  
Vice-President CEFAN

has been sending children to school in the NW & SW Regions since the introduction of schooling in Kame-run is conscious of the importance of education for their children who are the future leaders of this country. But they are caught in a crisis which poses physical dangers in relation to schooling and secondly they share in the complaints that the crisis is about. It will be naïve and even insulting to assume that the populations of the SW & NW Regions have suddenly forgotten about the importance of schooling. The crisis has developed political ramifications compromised by economic challenges and deep-seated social discontent. Unfortunately the leadership at various levels of society is not rising up to the challenge as many are unwilling or afraid to speak the truth on the crisis or to reveal their true positions vis-à-vis the issues in dispute. Both the local population and Government should respond to the crisis as if they both recognise the importance of education, it is not a one-sided coin! I must point out that the United Nations recognizes the category of 'education in emergency situations' characterized by war, conflict, insecurity, absence of educational facilities and the appropriate environment for schooling. The SW and NW regions are now in a quasi-emergency situation and it is very important that measures should be taken to extricate education from the crisis, such that schooling can be going on normally while the political debate and administrative mea-

sures in response to the crisis are being taken.

Everyone recommends dialogue as the route to resolving the crisis, but that dialogue should begin with agreement between the protagonists that schooling should be left out of the battle. After a year of disruption and a hostage strangle hold on schooling, all parties can agree that schools should fully resume.

## What should be the response if this situation qualifies as the UN categorization of Education in Emergency Situations?

There have been responses to educational needs for immigrant children in the East and Far North Regions resulting from the conflicts in neighbouring countries. Though the situation in the NW & SW Regions is of a larger scale than those in refugee situations, broader measures can be taken. A lot should be invested in mobilizing the right opinion in the face of the crisis. Secondly alternative approaches like the use of the television, radio, small community groupings and home-teaching can be employed. However, we must realize that the crisis can be ended in a split second and jubilation if the right consultation, political decisions and related measures are taken. The crisis is being unnecessarily prolonged by stubbornness, blind-eyes & deaf-ears attitudes, nonchalance, non-involvement by stakeholders, wait-and-see attitudes, poor representation and bad-faith.

## What is the impact of this crisis on Education in Cameroon given the SDG objectives by 2030?

The impact is devastating and unfortunately the Anglophone community that is the aggrieved party in the conflict is suffering further losses and negative impacts in terms of the number of children going to schools, the application to duty of teachers, the returns in educational financial investments by parents, the functioning of educational institutions and the hard-fought-for Cameroon GCE Board, the economic sector linked to schooling and socio-

psychological impacts on children and parents.

The Education for All goals have been on the table since 1990 and a lot remains to be done with 26 years of efforts, Therefore each year of school lost means multiplication of the short comings by 26, because what was being badly done will be abandoned and the negative impacts aggravated.

Early childhood development and care in the NW & SW shall be worse-off and inadequate Basic and secondary education in NW & SW shall not be of 'inclusive, equitable and of good quality' Women and men in the NW & SW Region shall lose opportunities for continuing education

Youths and adults in the NW & SW Regions will not apply themselves sufficiently to the vocational, entrepreneurial and decent work opportunities

The situation of vulnerable persons will be further compromised The SDGs will be compromised.

In effect progress made elsewhere in Cameroon will be nullified by the regression in the conflict zones when the Cameroon situation is wholly analysed.

Importantly CEFAN and its membership should consider developing specific projects for the NW and SW Regions to mitigate the negative impacts of the crisis on education in the two regions.

Lisez et faites lire  
le trimestriel d'information



## Contacts

656 85 37 09  
673 67 93 76

## "CEFAN et Plan International Cameroun : un partenariat solide dans la mise en œuvre des projets d'éducation au Cameroun : Cas des projets "Avenir" et "Plan for girls (P4G)"

Le 24 Août 2017 s'est tenu à l'hôtel Djeuga Palace l'atelier portant sur le Projet « Plan for Girls (P4G) » organisé par Plan International. Il s'est articulé autour des exposées thématiques, travaux de groupe et échanges.

Par CHIMI Julie Edith, pour CEFAN SG FECACLUBS-UNESCO

Les exposées thématiques ont porté sur la présentation du projet P4G, le contexte communautaire et la pertinence des interventions du projet.

La première présentation portait sur la genèse des programmes pour les filles et particulièrement sur l'engagement des membres du Gouvernement. Les initiatives de Plan International à cet égard datent de la période 2012-2016 par une campagne intitulée « Parce que je suis une fille ». Elle a été faite par Pr and Com Advisor Plan International Cameroun, Jaire Moutcheu.

De la seconde présentation, il ressort que d'après plusieurs recherches et expériences l'adolescence est une période de vulnérabilité aiguë ainsi que d'excellentes opportunités dans la vie d'une fille. Un moment crucial où



la vie des filles pivote entre opportunité et isolement. Ainsi, Plan 4 Girls a pour objectif de fournir un « Plan pour les filles » intégré, reproductible et éprouvé qui garantit une meilleure réalisation des droits et un meilleur bien-être pour les adolescentes au Cameroun et au Bénin. Elle a été présentée par FAYE Nafissatou, Conseillère à plan International Canada.

Au terme des différentes présentations, ont suivi les travaux de groupes. Ils portaient sur plusieurs thèmes à savoir: **Groupe 1** : Participation des filles à la Gouvernance et Autonomisation des filles ; **Groupe 2** : Education des filles et Autonomisation des filles ; **Groupe 3** : Protection de l'enfant et Autonomisation des filles ; **Groupe 4** : Autonomisation économique des filles et Autono-

misation des filles ; **Groupe 5** : Santé sexuelle et reproductive des adolescents et Autonomisation des filles. Les échanges ont permis non seulement de mieux appréhender les thématiques mais aussi d'enrichir le travail des groupes pendant la restitution en plénière.

Dans son mot de fin, Le Directeur de Plan International Cameroun a tenu à remercier les participants, non seulement pour avoir répondu présent à cette séance de travail mais aussi pour leurs contributions à la réalisation de ce projet. L'emploi des jeunes étant un réel problème, l'emploi des filles encore plus criard, il a exhorté les uns et les autres à œuvrer pour la mise sur pied d'un cadre de collaboration visant à fédérer nos efforts dans le but d'améliorer la situation des jeunes et celle des jeunes filles en particulier.

## Séminaire de renforcement des capacités des OSC et ONG L'apothéose à Yaoundé de II

Dans le cadre de la réalisation du projet dénommé Autonomisation des plus Vulnérables par l'Education Inclusive et la Réinsertion dans l'Arrondissement de Yaoundé II (AVENIR) notamment le volet plaidoyer, le CEFAN envisage de mobiliser des OSC et ONG locales de Yaoundé II pour mieux mener ledit plaidoyer.

Par Sagwo Gambele Bruna Linda

L'objet du Séminaire portait sur l'appropriation du plaidoyer dans le secteur de l'éducation, du genre et de la formation professionnelle. Le CEFAN attendait de ce séminaire que ses participants soient désormais en mesure de conduire des plaidoyers par rapport à leurs activités. Le séminaire était organisé en cinq (05) modules : 1- les concepts du plaidoyer éducation ; 2- le cycle du plaidoyer (de l'identification du problème à la planification) ; 3- la mise en œuvre et suivi-évaluation) ; 4- le canevas du plaidoyer ; 5- plaidoyer dans le cadre du présent projet. Ces modules étaient orientés vers le droit à l'éducation et reposés autant



que faire se peut sur des cas pratiques.

Les participants étaient sélectionnés sur la base d'un certain nombre de critères à savoir : opérer dans la zone du projet,

mener des activités dans les thématiques du projet (éducation, formation professionnelle et genre), justifier de l'exercice des activités sur le terrain, disposer d'un niveau de compré-

hension acceptable, favoriser le genre et subir une évaluation avant la formation.

La formation s'est déroulée du 22 au 24 mai 2017 dans la Salle de conférences du Centre de Réinsertion des Jeunes en Difficulté de Yaoundé II-Nkomkana. Elle a débuté par l'intervention du Coordonnateur National du CEFAN. La présentation des facilitateurs et l'introduction des travaux ponctuée a été suivie par six articulations : adoption de l'agenda, présentation des participants, expression des attentes et craintes, méthodologie des travaux, règles de bon fonctionnement, mise en place des équipes de rapportage.

Pour ce qui est du développement des modules, ils ont été développés ainsi qu'il suit : Le Concepts du plaidoyer, le Cycle du plaidoyer (A), le Cycle du plaidoyer (B), le Canevas du plaidoyer et enfin le plaidoyer dans le cadre du projet AVENIR.

Au terme du développement des modules, l'atelier s'est clôturé à travers l'évaluation finale des participants et les différentes allocutions de la clôture du séminaire dont celui de Madame NGABA ZOGO Salomé Présidente d'Honneur du CEFAN et le deuxième et dernier mot est revenu à Madame FOTSO Paul Michelle, Coordinatrice du projet AVENIR.

### NOS DIFFERENTS PARTENAIRES

CAMPAGNE MONDIALE POUR  
L'ÉDUCATION  
[www.campagnedufondation.org](http://www.campagnedufondation.org)

IBIS  
Education for development

ancefa  
Association for All



Paule Michèle Ongtokono, GenderAdvisor in charge of AVENIR Project - Plan International Cameroon

## « Plan Cameroun et le CEFAN assurent l'AVENIR des jeunes filles de l'arrondissement de Yaoundé II en améliorant l'accès et la qualité de l'offre éducative des enfants et jeunes les plus vulnérables »

Par Modo Belibi Pascal

Parlez-nous un tant soit peu du projet AVENIR, de ses objectifs et la série d'activités qui s'y greffe ?

Le projet AVENIR (Autonomisation des plus vulnérables par l'éducation Inclusive et la réinsertion) a pour objectif global d'améliorer l'accès et la qualité de l'offre éducative pour les enfants et jeunes les plus vulnérables de l'arrondissement de Yaoundé II. De manière spécifique, ce projet vise, à l'échéance de janvier 2020, à contribuer au maintien et à la promotion d'une éducation primaire de qualité et sensible de 6 835 filles et 6 462 garçons (6-13 ans) ; à assurer la réintégration du système éducatif primaire de 300 enfants (6-13 ans) scolarisés ou non, dont au moins 50% de filles ; et à permettre l'insertion professionnelle de 120 adolescents et jeunes (14-24 ans) déscolarisés ou non, dont 75% de filles.

Les principaux bénéficiaires du projet sont les enfants scolarisés dans les écoles publiques de l'arrondissement de Yaoundé 2, soit environ 13 000 enfants, soit un peu plus de 6 800 filles et 6500 garçons.

Par ailleurs, on a les 300 enfants de 6 à 13 ans à intégrer ou réintégrer le système scolaire. De plus, les bénéficiaires de ce projet sont les 120 jeunes de 14 à 28 ans qui bénéficieront de l'insertion professionnelle. Enfin, parmi ces bénéficiaires, on dénombre plus de 600 membres de GVEC (Groupe villageois d'épargne et de crédit) et plus de 1 000 acteurs éducatifs.

Au sein de ce projet nous avons des activités qui portent sur les sensibilisations de l'importance de l'éducation inclusive, le renforcement des capacités économiques des ménages, le plaidoyer, l'insertion professionnelle des jeunes et adolescents, la réinsertion scolaire des enfants et la lutte contre les Violences basées sur le genre.

**Pourquoi est-ce que la zone de Yaoundé 2 a été retenue pour la mise en œuvre du projet AVENIR ?**

Cette zone a été retenue grâce aux deux Phases du projet Education de la jeune Fille (EJF) qui a été mené au sein de 06 quartiers de l'arrondissement de Yaoundé 2. L'évaluation finale de la dernière phase du projet EJF étant démontrée cela constitue un Gap à combler concernant la cible des jeunes de 14 à 24 ans dans cet arrondissement cosmopolite en termes d'ethnies et de cultures.

**Quelles sont les différentes phases du**



projet ?

Le projet AVENIR est à sa première Phase.

**D'après Plan International Cameroon, 57,7% des filles de Yaoundé 2 ne vont pas à l'école. Qu'elles en sont les causes ?**

Plusieurs causes sont à l'origine de ce pourcentage à savoir :

- Le manque de sensibilisation à l'importance de l'éducation des enfants ;
- Pauvreté des familles pour envoyer leurs enfants à l'école ;
- Manques d'infrastructures où les enfants peuvent étudier ;
- Les mariages précoces.

**Quels sont les partenaires qui interviennent dans la mise en œuvre de ce projet ?**

Le projet comprend 03 types de partenaires

**Les Partenaires institutionnels** (Ministère de l'éducation de Base et le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille)

**Les Partenaires Associés :**

- La commune de Yaoundé II qui est la zone d'intervention du projet
- L'Association Camerounaise des Femmes Juristes qui a une expertise dans le domaine juridique pouvant bénéficier aux jeunes filles et jeunes femmes de la zone d'intervention

**- Les partenaires de mise en Œuvre :** Le projet compte 03 Organisations de la société civile locale soit AJSB (Amicale des jeunes solidaires de la Briqueterie), AFHADEV (Association des femmes Haoussa pour le développement) et le CEFAN (Cameroon Education for All Network).

AJSB a une expérience dans l'insertion professionnelle des jeunes dans la zone d'intervention du projet. Pour l'AFHADEV, cette OSC mène depuis la fin des années 2000 des projets dans le domaine de l'éducation avec Plan International Cameroon, projets axés sur les filles. Enfin, le CEFAN collabore avec Plan International Cameroon dans le domaine de l'éducation. Il a une expertise avérée pour le plaidoyer dans ce domaine.

Semaine mondiale d'action pour l'éducation 2017

## La responsabilisation envers l'ODD-4 et la participation citoyenne

Le dimanche 23 juillet 2017 a été le point d'ancrage du déroulement des activités marquant la célébration de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Education (SEM) au Cameroun.

Par Sagwo Gambele Bruna Linda

Elle est devenue une tradition en ce qui concerne sa célébration tous les ans par les acteurs qui promeuvent l'éducation dans le monde. Son objectif visait à marquer un temps d'arrêt par la communauté éducative nationale afin de faire une évaluation sur un aspect donné de l'éducation traduit par le thème de la célébration 2017 : « **Responsabilisation envers l'ODD-4 et participation citoyenne** ». Et l'objectif spécifique visait à évaluer et de rappeler aux décideurs, parents et enfants leurs engagements en matière de financement de l'éducation. Ainsi, Il a été question de mettre l'accent sur l'importance d'une gouvernance transparente, responsable et participative pour la pleine réalisation de l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

La célébration de la Semaine Mondiale d'Action pour l'Education (SEM) au Cameroun s'est déroulée dans la localité de Bigna, banlieue de la ville de Bafia. Ainsi, deux activités ont meublés l'agenda des cérémonies à savoir : 1- la marche et 2- la cérémonie protocolaire.

**La marche**

Elle s'est déroulée sur un

itinéraire de 2 Km et ce sur deux villages. Les marcheurs composés des acteurs de la communauté éducative confondus sont partis du village Meren pour s'échouer à Bigna lieu du déroulement de la cérémonie protocolaire.

**La cérémonie protocolaire**

La cérémonie protocolaire a été meublée par la prière, des allocutions, de la photo de famille et des agapes.

En effet, cette cérémonie a débuté par la prière. Ainsi le Rév Pasteur NGON à NNANG s'est saisi de l'opportunité pour confier la SEM à l'éternel Dieu afin de bénir le travail que les acteurs de la communauté éducative œuvrent au quotidien. Cette séquence a été suivie par diverses allocutions à savoir : intervention du DEL, du PCA du CEFAN, des chefs traditionnels des villages Bigna 1 et 2, et Mereng, de la Présidente de sous-section d'OFRDPC, du Proviseur Lycée Bilingue d'Ombessa, du représentant de IAEB de Bafia et du Maire de la Commune de Bafia. La cérémonie protocolaire était auréolée par des intermèdes assurés par le groupe de danse traditionnelle *les lions indomptables* de Bigna. La photo de famille et les agapes ont clôturé ladite célébration.

Revue à mi-parcours du projet FSCE 3 au Cameroun

# Le CEFAN réalise une belle performance

Par Modo Belibi Pascal

Avec un taux de réalisation de 69,56%, Le CEFAN a réalisé une performance remarquable dans la mise en œuvre du projet FSCE 3 au Cameroun. En effet, en date du 21 septembre 2017, les membres du CEFAN ont procédé à une autoévaluation à mi-parcours du projet FSCE 3. Il était question pour le CEFAN et ses partenaires de marquer un temps d'arrêt et de réflexion afin d'examiner le chemin parcouru jusqu'ici dans le but de s'armer d'outils et de moyens pour une meilleure mise en œuvre de la suite du projet. De manière pratique, Il a été question de présenter les résultats de l'ensemble des activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet en justifiant les écarts observés entre forces et faiblesses. Pour y parvenir, un questionnaire a été élaboré et mis à la disposition des parties prenantes (membres du CEFAN) pour réponses. A la fin du processus, 53,33% des membres de la coalition ; soit 25% des femmes ont répondu au questionnaire. Le staff du secrétariat du CEFAN a procédé au dépouillement et analyse des données collectées. A l'aide de la matrice



Le panel des Experts de l'éducation

participatif sans complaisance a été réalisé. Après analyse, les succès et potentialités ont été regroupés en points forts (points à capitaliser), et les échecs et Obstacles ont été regroupés en points faibles (points à améliorer). Le tableau suivant présente l'économie de ces points forts et points faibles obtenus :

Points forts (à capitaliser)	Points faibles (à améliorer)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne réputation nationale et internationale ;</li> <li>- Membre du réseau de l'éducation, de la plateforme régionale ANCEFA, de la CME et du CCONG/EPT, d'IBIS RFMA ;</li> <li>- Réseau d'une soixantaine d'OSC de l'éducation ;</li> <li>- Avec 12 ans d'expérience, le CEFAN a acquis une expertise avérée dans le management des projets d'éducation et de la mobilisation de la société civile au Cameroun ;</li> <li>- Cadre approprié à la mise en commun des énergies pour mener le plaidoyer et atteindre l'objectif de l'universalisation de l'éducation de qualité et inclusive au Cameroun ;</li> <li>- Depuis le début de la mise en œuvre du projet FSCE 3 le CEFAN a accru sa visibilité sur le terrain à travers ses membres ;</li> <li>- Bonne communication sur le processus d'élaboration du Plan d'action du CEFAN relatif au Projet FSCE 3 ;</li> <li>- Bonne mise en application de la nouvelle stratégie qui consiste à confier la mise en œuvre de certaines activités aux membres.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La participation des membres reste limitée dans les prises de décision ;</li> <li>- Non fonctionnement actuel des groupes thématiques ;</li> <li>- Retard dans la mise à disposition des fonds au CEFAN pour la mise en œuvre des activités ;</li> <li>- Victime de perte de Change lors de virement de près de 2 millions de Francs CFA ;</li> <li>- Difficultés de respect des délais par les membres chargés de la mise en œuvre de certaines activités pour déposer les produits attendus ;</li> <li>- Participation limitée du staff du secrétariat aux activités organisées par les membres ;</li> <li>- Faible communication sur les activités organisées par les membres.</li> <li>- Insuffisance du personnel au niveau du secrétariat exécutif au regard du volume du travail.</li> </ul>

SEPO (Succès, Echecs, Potentialités et Obstacles), un diagnostic

Sur le plan de l'efficacité des activités, il ressort du diagnostic

que le taux de réalisation des activités est relativement acceptable dans l'ensemble. En 2016, ce taux (acceptable) est de 69,56% sur 100% attendu. 05 activités prévues en 2016 ont été réalisées en 2017. Ceci peut s'expliquer par les virements tardifs des fonds attendus à cet effet. En 2017, ce taux est de 26,77% (faible) sur 70% attendus. Ceci peut s'expliquer par le fait que la coalition a consacré le début de l'année en cours à réaliser les activités de 2016 d'une part et le retard de virement des fonds attendus depuis mars 2017 d'autre part. Le niveau d'atteinte des résultats est en bonne voie, mais des efforts restent à faire. En ce qui concerne le budget du projet, Il ressort de l'analyse financière que le taux d'exécution du budget est de 90,57% en 2016 sur 100% attendu et 49,43% en 2017 sur au moins 70% attendu au 18 septembre 2017. Après avoir apprécié et validé les résultats obtenus, Les participants ont relevé un niveau acceptable d'atteinte des objectifs visés. Ils ont émis le vœu de voir un CEFAN plus performant en 2018. Pour y parvenir, les membres du CEFAN présents ont adoptés six (06) principales recommandations :

1- Préparer le Forum National sur l'éducation en vue, en élaborant un livre blanc de l'éducation qui alimentera les discussions lors dudit forum ;

- 2- Réaliser une étude sur les conditions d'apprentissage au Cameroun, dans le but d'identifier les besoins réels à la base (infrastructure, responsabilité des acteurs de l'éducation, etc.) afin de porter un plaidoyer plus parlant pour une éducation de qualité ;
  - 3- Organiser un plaidoyer pour améliorer la gouvernance locale, notamment la décentralisation du financement de l'éducation aux collectivités territoriales ;
  - 4- Mettre un accent sur l'éducation inclusive (parité genre, orphelins, enfants de la rue, handicapés, minorités, petite enfance, etc.) ;
  - 5- Renforcer davantage les capacités des membres en plaidoyer et en outils de rapportage
  - 6- Mettre en place la banque de projets de la coalition avec l'appui des groupes thématiques et des organisations bénéficiant de contrats de prestation;
- Au terme de cette revue à mi-parcours du projet FSCE 3 mise en œuvre au Cameroun par le CEFAN, il ressort que le CEFAN a fait beaucoup de progrès avec un niveau global de mise en œuvre des activités appréciables.



**Tchoffo Hilaire Faustin** *coordonnateur du SNAES Centre et représentant du SNAES au CEFAN*

## "Nous militons pour la bonne cause de l'éducation"

Modo Belibi Pascal et Kamno Njouogo Julienne

**Qu'est-ce que le SNAES ?**

Le SNAES, c'est le Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire. C'est un syndicat lié à l'éducation qui est affilié à la FESER (Fédération des Syndicats de l'Education et la Recherche). La FESER elle-même est affilié à l'IE (Internationale de l'Education) dont le siège est à Bruxelles. Autrement dit, le SNAES est une association légale et hiérarchisée qui a, à sa tête un Secrétaire Général qui s'occupe des affaires du syndicat partout où il se trouve. Nos activités sont axées sur : la Syndicalisation, la Revendication, la formation des Membres et l'Information. Nous sommes aussi un partenaire fiable du Ministère de l'Enseignement Secondaire. En fait nous prônons pour la bonne marche de tout ce qui concerne l'éducation.

**Comment l'enseignant peut-il exercer son métier sans toutefois être contraint de subir**



**des répressions sur le terrain ?**

« Enseigner en liberté, autonomiser les enseignants ». Voilà le thème de la Journée Mondiale de l'enseignant de cette année. C'est un thème fort évocateur. On peut penser que ce thème s'adresse à l'enseignant camerounais en particulier puisqu'il n'est pas choisi par la politique camerounaise. En fait, c'est un thème élaboré et choisi par cinq organisations à savoir : l'IE, l'OIT, l'UNESCO, l'UNICEF et

le PNUD. Autonomiser l'enseignant c'est quoi ? Autonomiser les enseignants, fondamentalement, c'est leur donner les moyens d'échapper à ces contraintes qui en font souvent des esclaves malgré eux. Libérés des besoins élémentaires, ils aspireront plus volontiers à des valeurs plus élevées, éthiques, intellectuelles, philosophiques. Libérés intellectuellement, scientifiquement et pédagogiquement par le biais d'une formation initiale et continue de qualité, ils seront plus à même d'affronter les pièges de tous les dogmatismes et de tous les extrémismes. C'est dire à quel point tous ceux qui organisent et entretiennent le déclin d'un corps enseignant d'élite, d'excellence, libre, travaillent contre le progrès social, contre la capacité de la société à affronter les défis d'un monde où la menace à la

liberté, à la survie même de tous, peut survenir de partout et à tout moment.

En d'autres termes libérer ou autonomiser les enseignants consistent à leur donner des moyens. Pas uniquement des moyens financiers, bien sûr que ce sont les moyens que nous voulons le plus. Voyez un peu les établissements scolaires où les enfants sont quatre par banc. Ceci ne veut pas dire qu'il manque de bancs. Il y a autant de bancs que l'enseignant n'arrive pas à circuler dans la classe. Donc, quand on parle de moyens, nous voulons dire des moyens infrastructurels, financiers pour que nous puissions agir en toute liberté. Aujourd'hui on parle des APC (apprentissage par compétences), c'est très intéressant. Croyez-vous que l'APC se fera avec la dégradation de l'école comme on est en train de le voir maintenant ? Que non ! Au contraire, cette méthode ne le libère pas, ne l'autonomise pas

dans la mesure où il n'arrive pas à s'acheter un ordinateur pour mieux préparer ses cours. De même, si on totalise son salaire pendant 10 ans, il ne pourra pas se construire pour avoir un local normal où il aura un bureau pour se façonner un bon sujet suivant l'APC. Libre et autonome c'est de lui donner des moyens pour que nos enfants puissent être bien formés. D'ailleurs cette approche par compétence est une approche importée. Pour vraiment l'expérimenter, il faut totalement libérer et autonomiser les enseignants via tout ce qui peut permettre son épanouissement dans l'exercice de son travail. Les enseignants ne sont pas libres et autonomes. Ils subissent des nominations abusives. Un enseignant vit sous une pression terrible, chaque jour il se demande où est-ce qu'on va l'affecter ? Les syndicats font beaucoup d'efforts pour rendre les enseignants libres et autonomes.

## Le livre blanc de l'éducation pour le forum national

**Josué Baloma**, *Coordonnateur National du CEFAN*

## "Ce forum est davantage important parce que notre système éducatif mérite d'être questionné ..."

Par Julienne Kamno Njouogo

**En quoi va consister le forum national de l'éducation qui est en vue ?**

Je voudrais avant tout préciser que ce forum qui est en vue n'est pas organisé par le CEFAN ou par la société civile. Il est organisé par le gouvernement. Peut-être qu'il y a des personnes de la société civile qui participent en tant qu'experts au préparatif de ce forum. Ce forum est très important surtout en ce moment où nous vivons l'une des crises les plus violentes qui divisent les camerounais. Ce forum est davantage important parce que notre système éducatif mérite d'être questionné. Lorsque nous regardons notre système éducatif, est-ce qu'il est adapté ? Mieux encore, est-ce qu'il permet au Cameroun de pouvoir se développer ? S'il n'est pas adapté, il faut revoir à travers un forum national de l'éducation comme celui qui est en



vue. Le système d'éducation du Cameroun est composé de deux sous-systèmes : le système éducatif francophone et le système éducatif anglophone. A un certain moment, on pensait que c'était une bonne initiative, que ce système éducatif est une spécificité camerounaise. Mais en réalité, nous ne gagnions rien à avoir deux sous-systèmes

éducatifs. Il est important et même impérieux d'avoir un seul système éducatif qui réponde aux besoins du Cameroun.

**Comment le CEFAN se prépare-t-il pour pouvoir participer à ce forum national de l'éducation ?**

La société civile va présenter une position. Pour ce fait, le

CEFAN doit mobiliser ses membres dans le but d'organiser un ensemble d'activités. L'une des premières actions sera d'organiser au mois de décembre 2017 un forum appelé « Solidarité Education » qui sera pour nous un carrefour du donner et du recevoir entre partenaires de l'éducation à savoir le gouvernement, les partenaires techniques et financiers (PTF), la société civile et la communauté éducative. Ce forum sera un moment d'échange où le gouvernement pourra repreciser certains points par rapport aux activités qu'il organise en ce qui concerne l'éducation. Les PTF pourront dire leurs réalisations par rapport aux questions précises sur l'éducation. La société civile pourra présenter toutes ces actions (menées et futures) en faveur de l'éducation. Donc, ce forum « solidarité éducation » se veut une rampe de lancement

préparatoire de la participation de la société civile au forum national de l'éducation. Après le forum « solidarité éducation », nous organiserons une conférence de l'éducation au Cameroun en début d'année 2018. Elle débouchera à ce que nous avons nommé : « livre blanc sur l'éducation ». Donc, nous voulons présenter ce livre blanc lors du forum national de l'éducation pour qu'il fasse l'objet des discussions entre tous les participants. Néanmoins, nous sommes dans le suspense, dans l'incertitude car nous ne savons pas quand est-ce que aura lieu le forum national de l'éducation. En réalité, il aurait dû avoir lieu l'année passée. Après, nous avons pensé qu'il pouvait avoir lieu en début de cette année et jusqu'à présent, il n'a pas encore eu lieu. Il peut être convoqué à tout moment d'où notre inquiétude.

## Omniprésence du CEFAN sur le terrain

## Josué Baloma, Coordonnateur Nationale du CEFAN : au four et au moulin

Julienne Kamno Jouogo

*Comment est-ce que le CEFAN mène ses activités ?*

Depuis un certain temps, le CEFAN « national » n'organise plus elle-même ses activités. Nous avons adopté une nouvelle approche de mise en œuvre de nos activités via les prestataires membres du CEFAN. Ce sont donc ces membres ou les représentations régionales du CEFAN qui les organisent. Pour ce faire, le CEFAN signe des contrats avec eux. En réalité, nous recevons des fonds que nous rétrocédons à nos membres selon des TDRs des activités bien arrêtées et validées. Le CEFAN est donc une organisation à caractère national avec des représentations dans les régions qui sont en réalité des relais du CEFAN dans les régions concernées.

*Comment est-ce que le CEFAN procède pour transmettre les plaidoyers de ces membres aux instances supérieures de l'Etat ?*

Le plaidoyer étant l'arme de combat du CEFAN, il est mené au niveau national par rapport à l'atteinte des objectifs liés à une éducation de qualité, inclusive et gratuite pour tous. Ces plaidoyers ont pour départ la



base (la région) et arrivent au sommet (national). Donc, lorsque nous menons un plaidoyer au niveau national ou lorsque nous rencontrons un partenaire, nous nous appuyons sur les recherches ou études que nous avons eues à faire sur certaines questions précises qui concernent l'éducation, ou alors des questions/préoccupations qui nous viennent de nos membres (sur lesquels nous nous appuyons pour mettre sur pied les coor-

dinations ou représentations régionales) et de nos représentations dans les régions. Il va donc sans dire que ces coordinations régionales qui nous représentent ont pour rôle de commencer déjà le plaidoyer au niveau local sur les questions précises qui sont répertoriées par elles comme étant importantes et qui méritent une amélioration ou un changement. Ainsi, ces plaidoyers faits au niveau régional voire local, arrivent au niveau natio-

nal par le biais du CEFAN qui rencontre soit les parlementaires, soit les décideurs de l'éducation, soit certains partenaires, soit même tout autre leader à mesure d'apporter un changement sur des questions précises que nous portons à leur attention. Donc, le CEFAN au niveau du bureau national, se doit de ce fait, de rendre visite à ces membres.

*Vous nous dites que Le CEFAN a des représentations dans les régions. En quoi consistent les missions du Coordonnateur dans ces représentations régionales-là ?*

Au mois de septembre de cette année en cours, j'ai eu à faire des missions dans les régions du Littoral, du Sud-Ouest et de l'Ouest. Au niveau de la coordination du Littoral, nous accusons depuis un certain temps quelques difficultés dans cette région-là. Nous avons, à partir du bureau ici à Yaoundé, eu à repérer un certain nombre de structure (associations, syndicats) qui œuvrent dans le secteur de l'éducation dans cette région. Ma mission là-bas était de faciliter une séance de travail avec ces structures-là, dans le but de leur parler du CEFAN en leur présentant les activités que nous avons déjà eu à mener ; de présenter nos perspectives (à court et à moyen terme) et surtout notre désir de redynamiser la coordination du Littoral en prenant appui sur eux. Ce processus est en train de prendre corps.

La coordination régionale du Sud-Ouest est l'une des plus dynamiques. Et avec la situation de l'heure appelée « la crise anglophone », l'éducation est quelque peu chaotique dans les deux régions (Nord-Ouest et Sud-Ouest). Il était donc né-

cessaire que nous nous rendions dans cette région du Sud-Ouest où nous avons eu une séance de travail avec la coordination régionale à Buea avec un certain nombre d'enseignants, de syndicalistes et d'autorités sur les questions de l'éducation dans cette partie du Cameroun.

Dans la région de l'Ouest, un séminaire de formation qui rassemblait les acteurs de la société civile, les syndicalistes de l'éducation et les journalistes, a été organisé. La présence à ce séminaire du responsable du CATTU (Cameroon Teachers' Trade Union), qui est le leader de tous les syndicats de l'éducation dans la région anglophone et de sur quoi membre fondateur du CEFAN, a été une raison suffisante pour nous d'y être afin de le rencontrer dans le but de réactiver nos relations. Nous avons également rencontré d'autres participants à cet atelier, et ainsi le coordonnateur du CEFAN de cette région en la personne de M. KAFFO.

Nous avons aussi mené des missions à l'Extrême-Nord. Cette partie du pays fait partir des quatre régions appelées dans le secteur de l'éducation les Zones d'Éducatrices Prioritaires (ZEP) en raison du faible taux de scolarisation (en particulier de la jeune fille) qui y est enregistré. Mais au-delà ce fait-là, s'ajoute le phénomène « Boko haram » qui entraîne non seulement des morts, mais aussi des déplacements des populations de leur zone d'habitation vers de lieux où elles se sentent en sécurité. Quand les populations se déplacent, elles laissent derrière elles des maisons, des hôpitaux et surtout des écoles vides. Cette population et surtout les réfugiés venant du pays voisin le Nigéria, ont été installés dans le camp Minawao construit par les autorités. Dans ce camp, il y a un certain nombre de réalisations qui sont faites pour assurer l'éducation des populations des réfugiés. Vous et moi nous savons que l'école est un droit inaliénable de telle manière que, même une personne étrangère qui se retrouve dans un pays étranger pour une raison ou une autre, a droit à l'éducation, encore plus les enfants. Et en plus, nous avons une coordination là-bas qui est très engagée dans l'Éducation en Situation d'Urgence (ESU). D'autres missions sont programmées au mois de Novembre à l'Est et à l'Extrême-Nord.

Lisez et faites lire  
le trimestriel d'information



## Contacts

656 85 37 09

673 67 93 76

23ème édition de la journée mondiale des enseignants

# Le CEFAN et ses syndicats célèbrent l'enseignant

**Sous le thème : « Enseigner en liberté, autonomiser les enseignants », marquant la célébration de la 23ème Journée Mondiale des Enseignants, les syndicats d'enseignants, membres du CEFAN dont les sièges sont à Yaoundé ont mené deux activités avec le gouvernement et un certain nombre d'activités qui leur étaient propres.**

## La Rédaction

Des activités menées avec le gouvernement : une marche sportive et une table ronde. A travers la marche sportive, il s'est agi pour les syndicats de faire une démonstration de force quant à leur capacité de mobilisation d'une part, mais aussi celle de sensibilisation. Elle a donné, en effet, l'occasion aux enseignants de faire découvrir aux populations qui l'ignoraient encore l'existence d'une Journée dédiée aux Enseignants et d'attirer leur attention sur les problèmes de ceux-ci. Elle s'est déroulée le samedi 30 septembre sur 5 km dans la cité capitale et s'est achevée par une séance de gymnastique rythmique au Lycée Général Leclerc.

Quant à La table ronde, elle s'est déroulée dans la salle des conférences du ministère de l'Éducation de Base. Les intervenants étaient les responsables des ministères en charge de l'éducation et un représentant des syndicats, le camarade CHEMUH du CATTU.

Pendant que les représentants du



Des enseignants en plein sport



gouvernement s'évertuaient à montrer tous les efforts que le gouvernement fait pour assurer la liberté et l'autonomie des enseignants, le syndicaliste de son côté a présenté toutes les difficultés que rencontrent les enseignants dans l'exercice de leur profession. Statut des enseignants signé en 2000 et pas toujours entièrement appliqué ; les manuels scolaires choisis sans l'implication des enseignants ; les méthodes pédagogiques adoptées unilatéralement

par les autorités scolaires... Des autres activités menées par les syndicats : un match de football, la production d'un journal, des interventions dans les médias. Le 04 octobre 2017 un match de football a opposé une équipe des membres des divers syndicats à une équipe mixtes d'enseignants du primaire et du secondaire au stade du Lycée Général Leclerc. Au terme des 90 minutes de jeu, les deux équipes se sont séparées sur un score de pa-

rité d'un but partout dans une ambiance bon enfant.

Les interventions ont notamment eu lieu dans la radio et la télévision nationale (CRTV) ; dans une radio et une télévision privée (Satellite FM, et Vision 4) ; dans deux journaux écrits privés (Nouvelle Expression, l'Anecdote et l'Essentiel).

Pour la CRTV, les différentes interventions ont eu lieu dans le cadre d'un reportage sur la condition de l'enseignant le 04 octobre au journal

télévisé de 20h 30 ; pendant le journal télévisé de 12h le 05 octobre et dans une émission hebdomadaire consacrée à l'actualité de la semaine le 08 octobre.

Pour ce qui est de la Radio, l'intervention à la CRTV s'est faite dans le cadre du journal parlé, tandis qu'à SATELLITE FM, elle se situait dans le cadre d'une émission consacrée à l'éducation et intitulée : « la tribune de l'éducation ».

Ces interventions étaient toutes orientées vers les mauvaises conditions de vie et de travail des enseignants, la mauvaise gouvernance dans le secteur de l'éducation, l'exclusion des enseignants dans la définition des politiques de l'éducation, du choix des manuels scolaires, des méthodes pédagogiques et des programmes scolaires. Cet angle d'attaque illustre bien que les enseignants camerounais n'étaient pas autonomes du fait de la pratique d'exclusion du gouvernement. Elles tendaient à montrer la pertinence du thème choisi cette année.

## Déclaration de Philomène Bihina, Le point focal SCOFI en visite au CEFAN

Eustache ESSOUMA

Je remercie déjà le CEFAN d'avoir construit ce pont entre le MINEDUB et lui. Parce que le point focal SCOFI (scolarisation des jeunes filles) n'est qu'un petit caillou qui se retrouve dans un système. Il a besoin de tous les acteurs dans tous les secteurs pour atteindre ses missions.

Le point focal SCOFI n'est qu'un élément, mieux encore un serviteur que l'on envoie en mission pour tel ou tel aspect. Sinon, la mission du point focal SCOFI s'intègre dans les missions du Ministère de l'Éducation de Base. Comme nous le savons tous, le MINEDUB s'est engagé tant au niveau national qu'international à offrir à tous les enfants du Cameroun une éducation de qualité, y compris bien entendu des filles. Parce que la fille est une cible qui a beaucoup de difficultés pour parachever son éducation. C'est une cible qui rencontre trop d'obstacles pendant le cursus scolaire. Généralement nous plaçons la fille parmi la cible vulnérable au même titre que les handicapés, les orphelins, des malades de tout genre et des populations autochtones.

### Pourquoi la SCOFI ?

La SCOFI est née de la mouvance d'après Dakar. Après cette conférence de Dakar, on s'est rendu compte que les peuples n'arrivent pas à atteindre l'éducation pour tous, ne serait-ce que pour le cycle primaire. A Dakar, il y a eu plusieurs stratégies, plusieurs initiatives qui y sont nées pour atteindre l'objectif de l'éducation pour tous. Entre autre, la scolarisation des filles. Et c'est également après Dakar que le Secrétaire Général des Nations Unies à l'époque, avait également émis l'idée de créer une initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles. Pourquoi une initiative spéciale des filles ? Parce qu'on s'était rendu compte que malgré les efforts des pays, les statistiques scolaires en occurrence le taux de scolarisation des filles ne faisait que baisser ou était stagnant par rapport à certains pays. On a donc constaté que c'est l'éducation des filles qui faisait problème dans beaucoup de pays, surtout en Afrique Subsaharienne. Car les filles tiraient les statistiques scolaires vers le bas. Il fallait donc mettre des stratégies sur pied permettant aux filles d'accéder à l'éducation.

Cette conférence de Dakar et tout ce qui a suivi après, est arrivée au moment où le grand Ministère de l'éducation national était scindé en plusieurs ministères en charge de l'éducation. Et c'est là où est né le ministère de l'éducation de base. Au début, on a voulu faire un point focal commun pour l'éducation de la fille. Mais, on avait vu que c'était immense. Chaque ministère cherchait donc à avoir son orientation. Le ministère de l'éducation de base a donc opté pour un point focal chargé de la scolarisation des filles. C'est pour cette raison qu'on s'est tourné vers ma modeste personne. Nous avons été formées à travers des stages pour mettre le système en place. C'est notamment en 2006 que le ministère de l'éducation de Base lance donc la campagne officielle pour l'accélération de la scolarisation des filles.

Ses axes de travail s'intègrent dans les orientations du ministère de l'éducation de base. Mais depuis 2006, on s'est engagé sur plusieurs grandes stratégies. Celle qui nous avait préoccupés prioritairement était la mobilisation de tous les acteurs de la communauté éducative dans la thématique de la scolarisation des filles. Parce qu'on s'est inspiré de la loi d'orientation qui inscrit déjà la communauté éducative comme élément central du développement de l'éducation au Cameroun. A ce moment-là, il y a eu tout une programmation des campagnes de sensibilisation qui impliquait les chefs des départements ministériels (les ministres en charge de l'éducation, le ministre des affaires sociales, le ministre en charge de la promotion de la femme et de la famille) avait été faite à l'échelle nationale. Nous avons programmé quatre campagnes de sensibilisation à large échelle. Pourquoi quatre ? Parce qu'entre-temps le Cameroun avait déjà ciblé quatre régions. Celles-ci étant des régions à éducation prioritaires à savoir : l'Est, l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord. C'est donc ces quatre régions qui avaient les plus faibles taux net de la scolarisation. Il fallait donc mettre l'accent pour mobiliser les acteurs de la communauté éducative de ces régions-là. La première campagne a été faite en 2006 dans la ville de Garoua. C'est aussi en 2006 que le ministre de l'éducation de base, accompagné du ministre de la promotion de la

femme et de la famille et celui des affaires sociales ont lancé un grand réseau qui était chargé de suivre les activités de la SCOFI au niveau local. Il s'agissait du RECAMEV (réseau camerounais des associations des mères élèves). Entre-temps on avait déjà formé ces associations des mères sur le terrain à côté de chaque école primaire pour que ces associations qui sont quelques peu différentes des associations des parents d'élèves. Nous avons aussi développé les partenariats dans tous les sens (avec les organismes internationaux, avec les structures de la société civile qui pouvaient apporter un plus dans la scolarisation de la jeune fille, avec les familles, avec les communautés, les leaders communautaires, les leaders religieux et politiques). Tout ceci dans le but de fédérer les moyens, les idées pour atteindre les objectifs voulus. On est passé également, par les renforcements de capacités pour que tous les relais communautaires et les acteurs clés de ce système puissent être outillés à continuer le travail en dehors des structures émanant du ministère de l'éducation de base. Nous sommes passés également par des plaidoyers menés auprès des partenaires internationaux et aussi menés en interne au niveau du ministère de l'éducation de base et au niveau des autres ministères.

### Pourquoi au niveau interne ?

Parce qu'au sein du ministère de tutelle et à une certaine époque, certains décideurs de l'éducation pensaient que la fille au Cameroun n'avait pas de problème d'éducation. C'est juste parce que tous les textes étaient favorables à tous les enfants. Tout le système éducatif était tellement bien planifié qu'on pouvait penser que les enfants ne peuvent pas avoir les problèmes d'éducation. Il fallait donc démontrer à ces décideurs que les filles ont de sérieux problèmes d'éducation au Cameroun et cela à partir même des statistiques générées par le ministère de l'éducation de base et à partir même des statistiques de la carte scolaire du MINEDUB. Nous nous sommes aussi beaucoup appuyés sur les sensibilisations à tous les niveaux et en usant de tous les canaux possibles. Il ne nous manquait plus que d'arriver dans les lits conjugaux pour aller sensibiliser les couples. Parlant des activités menées par le point

focal SCOFI, nous avons d'abord procéder à l'analyse même du problème. Car à un moment donné, nous même étions dans le doute, au regard des réponses que nous recevions des hauts responsables de l'administration qui croyaient mordicus que les filles n'ont pas de problème d'éducation. Il fallait murir la réflexion pour réussir à convaincre ces décideurs. Cette analyse nous a permis de ressortir le teneur du problème dans le système éducatif afin d'identifier le pourcentage exact et réel de la scolarisation des filles et de définir les causes de cette sous scolarisation des filles. Une fois ces problèmes identifiés, on essayait de les localiser parce que les problèmes des filles de Yaoundé ne sont pas les mêmes que ceux des filles de Ngaoundéré, ni des filles de Garoua, ni de Douala. Il fallait donc contextualiser tous ces problèmes identifiés comme frein à l'éducation des filles. A l'issue de cette analyse, nous avons mis en place une philosophie d'intervention en faveur de la scolarisation des filles. Cette philosophie devait tenir compte de chaque cas et de chaque réalité de la zone parce les problèmes ne sont pas identiquement semblables à l'intérieur d'une même région. Par exemple à l'Extrême-Nord, il y a des zones dites de résistances pour la scolarisation des filles qui ont une culture vraiment hostile à la scolarisation des filles. Dans cette zone-là, les filles qui sont allées loin dans leurs études sont considérées comme des prostituées. Parce que celles-là après leurs études ne peuvent pas se marier et par conséquent deviennent les femmes de tout le monde. C'est pourquoi aucun parent de cette zone ne peut accepter que sa fille aille avec les études au-delà de l'école primaire. Notre action consistait donc à expliquer aux parents que le problème n'est pas l'école. C'est un problème de culture. Par la suite des associations de femmes, de jeunes ont été mises en contribution pour qu'elles servent de relais communautaire dans ces localités-là. Avec l'appui des partenaires tels que l'UNICEF, l'UNESCO, PLAN CAMEROUN et les associations locales, les populations se sont impliquées dans les activités de la SCOFI. Le point focal SCOFI est considéré comme une plateforme qui met en ensemble tous les départements ministériels qui s'occupent

des problèmes des filles (MINAS, MINJUSTICE, MINPROFF, MINEDUB, MINSEC, MINSUP, MINSANTE), les organismes qui font dans l'éducation des filles. Avec toutes ces structures, un plan triennal a été élaboré. Actuellement, nous avons les activités de proximité au niveau local avec les familles parce qu'on ne peut plus continuer éternellement avec l'événementiel qui touchait essentiellement les leaders religieux, les chefs de village.

Notre action a porté des fruits puisque à un certain moment, les salles de classe n'étaient plus en mesure d'accueillir les élèves. Mais on s'est rendu compte qu'à partir de la classe du cours élémentaire première année, les filles commencent à disparaître. Nous avons donc commis une étude pour connaître les raisons de ce décrochage. L'une de ces causes de décrochage est la pauvreté de certaines familles qui n'arrivent plus à répondre aux sollicitations financières de l'école telles que les manuels scolaires et bien d'autres. Pour y pallier, nous appuyons les filles qui arrivaient au CM2 en supportant les frais de constitution de dossier de CEP et d'entrée en sixième. Chaque année, le ministère donne les kits scolaires. Avec la Banque Mondiale, on est en train de voir le problème des manuels scolaires dans le but de mettre à la disposition des élèves les manuels à consulter à l'école. Nous nous sommes aussi rendu compte que les filles qui arrivaient en classe d'examen ne présentaient pas cet examen pour cause de manque d'acte de naissance. Les partenaires ont apporté leur contribution en facilitant la procédure d'accès aux actes de naissance.

On a également mis en place des programmes spécifiques pour encourager celles qui ont décrochées même si elles sont en mariage, de revenir à l'école si elles ont encore l'âge scolaire. Quand on agit ici, un problème surgit ailleurs. Autour de Yaoundé et de Douala par exemple, beaucoup de poches de sous scolarisation sont nées et sont en train de grandir et ce ne sont que les filles qui y sont concernées. Mais faute d'appui de nos partenaires nous avons des difficultés à agir dans ces zones-là. On espère qu'avec le CEFAN nous viendrons à bout de ces nouvelles poches de sous scolarisation.

# Semaine de renforcement des capacités des Ongs



Photos de famille à la fin des travaux



Restitution des résultats en plénière



Réaction des participants



Clarification des incompréhensions



échanges et validation des résultats